



Cahier des Clauses Administratives Particulières

**Acquisition et Tierce Maintenance Applicative (TMA)
d'un outil de GMAO pour l'Institut Mines-Télécom
25 IMT 019 M**

SOMMAIRE

PREAMBULE	5
1. OBJET DU MARCHÉ.....	6
2. FORME DU MARCHÉ.....	6
3. DURÉE	7
4. DOCUMENTS CONTRACTUELS	7
5. CONDITIONS D'EXECUTION.....	7
5.1 Prestations forfaitaires : Mission de base.....	7
5.2 PRESTATIONS COMPLEMENTAIRES POUVANT FAIRE L'OBJET DE BONS DE COMMANDE.....	8
6. OBLIGATIONS DU TITULAIRE.....	9
6.1 DEVOIR DE CONSEIL	9
6.2 OBLIGATION D'INFORMATION	9
7. EQUIPE DU TITULAIRE	9
8. DOCUMENTATION TECHNIQUE	9
9. CYBERSECURITE.....	10
10. TIERCE MAINTENANCE APPLICATIVE.....	10
11. MISES A JOUR ET NOUVELLES VERSIONS DE LOGICIEL	10
12. INSTALLATION ET MISE EN ORDRE DE MARCHE	10
13. GARANTIE	11
13.1 - GARANTIE CONTRE LES TIERS.....	11
13.2 - GARANTIE DE REMISE EN ETAT OU DE REMPLACEMENT.....	11
13.3 PROLONGATION DU DELAI DE GARANTIE	11
13.4 GARANTIE DE CONFORMITE DES LOGICIELS STANDARDS.....	11
13.5 LOGICIELS LIBRES.....	12
14. TRANSFERABILITE – REVERSIBILITE	12
15. VERIFICATIONS	13
16. DECISIONS APRES VERIFICATION	13
17. ADMISSION, AJOURNEMENT RÉFECTION ET REJET	14
17.1 – ADMISSION.....	14
17.2 – AJOURNEMENT	14
17.3 – REFACTION	14
17.4 – REJET.....	14
18. PROPRIETE INTELLECTUELLE ET GARANTIES	15
18.1 PROPRIETE INTELLECTUELLE.....	15
18.2 GARANTIES	15
19. TRAITEMENT DE DONNÉES À CARACTERE PERSONNEL	15
19.1. DESCRIPTION DU TRAITEMENT	16
19.2. OBLIGATIONS DU TITULAIRE.....	17
19.3 SOUS-TRAITANTS ULTERIEURS	18
19.4 INFORMATION DES PERSONNES CONCERNEES ET EXERCICE DES DROITS.....	18
19.5 SORT DES DONNEES	19
19.6 DELEGUE(S) A LA PROTECTION DES DONNEES	19
19.7 REGISTRE DES CATEGORIES D'ACTIVITES DE TRAITEMENT	19
19.8 OBLIGATIONS DE L'INSTITUT MINES-TELECOM VIS-A-VIS DU TITULAIRE	19
19.9 OBLIGATION DE SECURITE.....	19
20. CONFIDENTIALITÉ	20
20.1 CONFIDENTIALITE DES ECHANGES DANS LE CADRE DU MARCHE	20
20.2 CONFIDENTIALITE DU SYSTEME D'INFORMATION DE L'INSTITUT MINES-TELECOM.....	20
20.3 DISPOSITIONS COMMUNES	21
21. MODALITÉS FINANCIERES	21
22. AVANCES.....	23
23. PENALITES.....	24

23.1 - DEROGATIONS RELATIVES AUX PENALITES	24
23.2 PENALITE POUR INDISPONIBILITE	24
23.3 PENALITE POUR RETARD DANS LA MISE A DISPOSITION DES ELEMENTS A FOURNIR DANS LE CADRE DE LA REVERSIBILITE	24
23.6 – PENALITES POUR NON-RESPECT DES CONDITIONS D'EXECUTION.....	25
23.7 - PENALITES POUR TRAVAIL DISSIMULE.....	25
23.8- PENALITES POUR VIOLATION DES OBLIGATIONS DE SECURITE OU DE CONFIDENTIALITE :	25
En cas de violation des mesures de sécurité ou de l'obligation de confidentialité énoncées aux articles 19 et 20 du présent CCAP, le titulaire s'expose aux pénalités suivantes :	25
24. SOUS-TRAITANCE.....	26
25. GROUPEMENT D'OPÉRATEURS ÉCONOMIQUES	26
26. ASSURANCES	26
27. JUSTIFICATIFS FISCAUX ET SOCIAUX.....	27
28. MODIFICATIONS	27
29. MODIFICATIONS RELATIVES AU TITULAIRE DE L'ACCORD-CADRE	28
29.1 GENERALITES.....	28
29.2 MODIFICATIONS MINEURES.....	28
29.3 MODIFICATIONS MAJEURES	29
30. RESPONSABLES RESPECTIFS	29
31. RESILIATION DE L'ACCORD-CADRE	29
31.1 - RESILIATION POUR EVENEMENTS EXTERIEURS AU MARCHE.....	29
31.2 - RESILIATION POUR EVENEMENTS LIES A L'ACCORD-CADRE	29
31.3 - RESILIATION POUR FAUTE DU TITULAIRE.....	29
31.4 - RESILIATION POUR MOTIF D'INTERET GENERAL PAR L'INSTITUT MINES-TELECOM	30
32. LOI APPLICABLE - LITIGES	30
33. REDRESSEMENT JUDICIAIRE – LIQUIDATION JUDICIAIRE	31
34. DÉROGATIONS AU CCAG	31

Législation applicable

Cet accord-cadre est conclu en application du Code de la commande publique et de l'Arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du Cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de techniques de l'information et de la communication.

Le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE est d'application.

PREAMBULE

L'IMT **soutient l'innovation et le développement des entreprises**. Il forme pour l'économie près de **13 000 ingénieurs, managers et docteurs**. Il stimule la production de recherches créatrices de valeur : tous les ans, **50 brevets** sont déposés et près de **2000 publications de rang A** contribuent à la progression de la science. Enfin, il favorise l'entrepreneuriat et l'incubation de projets : chaque année, plus de **70 start-up** sortent des incubateurs de ses écoles.

Établissement public sous tutelle du ministère de l'Économie et des finances, le spectre thématique et territorial de l'IMT est large.

À l'écoute permanente du monde économique, il conjugue une légitimité académique forte et séculaire à une proximité concrète avec les entreprises. **Acteur majeur du croisement entre les sciences et les technologies du numérique et de l'ingénieur**, il est porteur d'une excellence reconnue sur les transformations numériques, environnementales et énergétiques, industrielles et éducatives qui traversent le XXI^e siècle.

L'IMT est actif au sein des alliances nationales de programmation de la recherche et membre fondateur de l'Alliance Industrie du Futur. Par ailleurs, la qualité et l'intensité de sa recherche partenariale sont reconnues par deux labels Instituts Carnot attribués dès 2006, renouvelés.

Le Groupe se compose actuellement de 8 Grandes Écoles d'ingénieurs et de management et d'une entité transverse :

- la Direction générale, située à Palaiseau
- Télécom Paris, située à Palaiseau
- IMT Atlantique, située à Nantes, Rennes et Brest
- IMT Nord Europe, située à Lille et Douai
- IMT Mines Albi, située à Albi
- IMT Mines Alès, située à Alès
- Institut Mines-Télécom Business School, située à Evry
- Mines Saint-Étienne, Située à Saint-Etienne et à Gardanne
- Télécom SudParis, Située à Evry et à Palaiseau.

Les missions de l'Institut Mines-Télécom sont l'enseignement Supérieur, la recherche et l'innovation dans les domaines de l'ingénierie et du numérique. A ce titre, l'ensemble des écoles accueillent environ 14 000 étudiants (du niveau licence au doctorat), génèrent chaque année plus de 100 millions d'euros de contrats de recherche et contribuent sous diverses formes à la création d'une centaine de start-up. Les entités dans le champ du marché emploient environ 4 000 personnes.

PARTIES CONTRACTANTES

Le présent marché est passé entre d'une part :

L'Institut Mines-Télécom, établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel (EPSCP) constitué sous la forme d'un grand établissement au sens de l'article L. 717-1 du code de l'éducation, sis 19 Place Marguerite Perey, CS 20031, 91123 Palaiseau cedex, représenté par Madame Cécile DUBARRY, Directrice générale,

ci-après désigné par l'« IMT », « l'Institut Mines-Télécom » ou l'« Acheteur »

Et d'autre part, **le titulaire**, dénommée ci-dessous le titulaire ou le prestataire

1. OBJET DU MARCHÉ

Objet des fournitures : Acquisition et tierce maintenance applicative (TMA) d'un outil de GMAO.

Acquisition d'une solution de Gestion de Maintenance Assistée par Ordinateur (GMAO) pour l'Institut Mines-Télécom et services associés.

Les prestations incluses dans le marché concernent :

- L'acquisition de l'outil (Souscription ou bien achat / maintenance des licences)
- La mise en œuvre dont :
 - o Le paramétrage, les interfaces et la reprise des données
 - o L'hébergement de la solution on-premises et/ou on-cloud (possible) le cas échéant
 - o Les formations des utilisateurs et administrateurs.
 - o La tierce maintenance applicative (TMA) de l'outil
- Des prestations complémentaires à bons de commande.

2. FORME DU MARCHÉ

Le marché comprend :

- une partie forfaitaire (mission de base)
- et, une partie exécutée au fur et à mesure de l'émission de bons de commande pour des prestations complémentaires en application des articles R2362-2 et R 2162-13 à R 2162-14 du Code de la commande publique sans minimum mais avec un montant maximum de 100 000 € HT pour toute la durée du marché.

Le marché n'est pas alloti.

3. DUREE

Durée initiale de cet accord-cadre : 36 mois

La durée d'exécution de l'accord-cadre commence à courir à partir de la notification.

Le présent marché comprend une reconduction tacite d'un an.

A l'issue de la dernière reconduction, plus aucune nouvelle commande ne pourra être réalisée en exécution de cet accord-cadre.

Si l'acheteur ne souhaite pas reconduire l'accord-cadre, il doit prendre une décision expresse de non-reconduction, qu'il notifie au titulaire au plus tard 60 jours calendaires avant la date d'échéance de l'accord-cadre initial ou d'une reconduction ultérieure.

Le titulaire ne peut s'opposer à la non-reconduction de l'accord-cadre.

4. DOCUMENTS CONTRACTUELS

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG Techniques de l'Information et de la Communication, les documents contractuels prévalent dans l'ordre de priorité ci-dessous.

- L'acte d'engagement (AE) et son annexe financière (bordereau de prix)
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et ses annexes 1 et 2 (liste des type d'équipements – Export arborescence totale)
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés de Techniques de l'information et de la communication (CCAG TIC) (*)
- Le mémoire technique du titulaire
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché

(*) Ces documents sont des documents généraux que le titulaire peut se procurer sur le site internet de la Direction des Affaires Juridiques du Ministère chargé de l'économie.

Toute clause portée dans un document du titulaire (documentation, etc) contraire aux documents contractuels est réputée non écrite. Les conditions de vente du prestataire seront concernées par cette disposition.

Toute clause limitative de responsabilité du Titulaire intégrée dans son offre est expressément considérée comme nulle et non avenue.

5. CONDITIONS D'EXECUTION

5.1 Prestations forfaitaires : Mission de base

Il s'agira pour le titulaire de :

- Mettre à disposition de l'IMT une solution de GMAO
- Effectuer la mise en œuvre dont le paramétrage, les interfaces et la reprise des données
- L'hébergement de la solution le cas échéant
- D'animer des formations des utilisateurs et administrateurs.

- D'assurer la maintenance applicative.

5.2 PRESTATIONS COMPLÉMENTAIRES POUVANT FAIRE L'OBJET DE BONS DE COMMANDE

Des prestations complémentaires pourront être demandés au titulaire après émission de bons de commande :

- Formation complémentaire des utilisateurs de la solution GMAO, à distance
- Assistance technique pour les administrateurs hors maintenance
- Assistance fonctionnelle et hotline pour les utilisateurs (hors maintenance)
- Acquisition de licences supplémentaires
- Si nécessaire, des prestations complémentaires, pourront faire l'objet de bon(s) de commande complémentaire(s) conformément au BPU.

En complément des dispositions de l'article 3.7 du CCAG TIC, certaines commandes sont adressées au titulaire sans devis préalable, lorsque l'unité d'œuvre est clairement identifiée.

D'autres commandes font l'objet d'une proposition tenant lieu de devis préalable en réponse à une demande de l'IMT. Ce devis est exprimé en unité d'œuvre et motivé.

Le devis précise notamment les moyens que le titulaire compte mettre en œuvre.

Les unités d'œuvre concernées par les prestations sont celles identifiées au bordereau de prix unitaires.

Le titulaire doit adresser la proposition tenant lieu de devis par voie électronique dans un délai précisé dans le cahier des charges qui dépend du degré d'urgence de la demande et du nombre de prestations commandées.

Ce délai sera au maximum de 7 jours ouvrés.

Le titulaire peut demander à disposer d'un délai supplémentaire. La demande doit être justifiée par le niveau de complexité des prestations ou par tout autre moyen qu'il jugera pertinent.

A réception de la proposition détaillée, le bon de commande est émis par l'IMT sur la justification des unités d'œuvre proposées.

Dans tous les cas, le planning d'exécution est fourni par l'IMT.

L'IMT émettra des bons de commande successifs au fur et à mesure de la survenance des besoins.

Plusieurs bons de commande peuvent être émis simultanément.

Pour l'exécution de chaque prestation, l'IMT adressera au titulaire un bon de commande mentionnant notamment :

- La référence et le libellé du marché
- Le numéro et la date du bon de commande
- La nature de la prestation commandée ;
- Le détail de la prestation commandée le cas échéant ;
- Les délais d'exécution ;
- Le prix HT et TTC de la prestation
- Les modalités de règlement

L'IMT pourra émettre et notifier des bons de commande au titulaire pendant toute la durée de validité du présent marché.

Les bons de commande seront exécutés par le titulaire jusqu'au terme indiqué, même si ce délai excède la durée de validité du marché, sans toutefois dépasser 3 mois à compter de la date de fin de marché.

6. OBLIGATIONS DU TITULAIRE

6.1 DEVOIR DE CONSEIL

Le titulaire a un devoir de conseil s'il se rend compte, lors de ses interventions, de difficultés particulières au titre de ses prestations.

Il prévient l'Institut Mines-Télécom en listant les risques et proposant des actions pour les réduire.

6.2 OBLIGATION D'INFORMATION

Le titulaire est tenu de signaler à l'Institut Mines Télécom tous les éléments qui lui paraissent de nature à compromettre la bonne exécution de la prestation. L'Institut Mines-Télécom s'engage à collaborer avec le titulaire tout au long de l'exécution du marché.

7. EQUIPE DU TITULAIRE

Le titulaire a la responsabilité des personnels et des moyens à mettre en œuvre pour réaliser les prestations prévues par le présent marché et assurer leur bonne fin.

Le titulaire s'engage à mobiliser, pendant toute la durée du marché, les intervenants désignés dans la composition de l'équipe affectée au projet décrite dans son mémoire technique. En cas d'empêchement, pour des raisons de nature exceptionnelle, de l'un des intervenants initialement proposés, le titulaire s'engage à proposer un autre intervenant dont le profil est semblable à celui de la personne empêchée.

En outre, l'Institut Mines-Télécom peut demander le remplacement de tout ou partie de l'équipe au cours du marché en cas de carence manifeste dans l'exécution de tout ou partie d'une mission.

Une fois averti par courrier recommandé avec accusé de réception, le titulaire devra présenter, sous 10 jours ouvrés maximum, des profils permettant d'assurer le remplacement des personnes incriminées. Les nouveaux profils feront l'objet d'une validation explicite par l'Institut Mines-Télécom.

8. DOCUMENTATION TECHNIQUE

Conformément à l'article 22.2 du CCAG TIC, le titulaire livre, avec chaque matériel ou chaque logiciel, une documentation technique en langue française indiquant les modalités de leur mise en

fonction. Il en est de même à chaque livraison de mise à jour ou de nouvelle version de logiciel.

Le prix de cette documentation technique est inclus dans le prix de l'accord-cadre.

Cette documentation technique donne la composition et les caractéristiques du matériel ou du logiciel, ainsi que leurs procédures courantes d'utilisation. Elle doit être transmise au plus tard à la livraison du matériel, du logiciel, de chaque mise à jour ou nouvelle version le cas échéant.

9. CYBERSECURITE

Le cahier des clauses simplifiées de cyber sécurité est applicable au présent accord-cadre.

Il prescrit des obligations minimales portant, notamment, sur le maintien en condition de sécurité de l'outil et les signalements de sécurité.

10. TIERCE MAINTENANCE APPLICATIVE

Au titre du présent CCAP, la tierce maintenance applicative (TMA) désigne les prestations qui consistent à conserver un programme informatique dans un état lui permettant de remplir sa fonction. Ces prestations de maintien en condition opérationnelle s'exécutent à titre préventif ou correctif. La TMA inclut également l'assistance et le support opérationnel auprès de l'équipe du titulaire. Elles concerneront également des prestations d'évolution légère des logiciels.

Le titulaire pourra remplir ces prestations sur le site de l'IMT ou à distance dans ses locaux.

Au titre du présent CCAP, sont entendues par :

- Préventif : toutes les mesures d'entretien exécutées pour éviter la survenance d'anomalies
- Correctif : toutes les mesures consistant à corriger les anomalies
- Evolutif : toutes les mesures de maintenance visant à faire évoluer ou adapter une ou plusieurs applications, afin d'intégrer de nouvelles fonctions, d'en améliorer le fonctionnement ou de prendre en compte de nouvelles dispositions législatives ou réglementaires.

11. MISES A JOUR ET NOUVELLES VERSIONS DE LOGICIEL

Conformément à l'article 21 du CCAG TIC, les prestations comprenant la livraison de logiciels standards sous Licence libre, comprennent également, pendant la durée du marché, la livraison des mises à jour qui leur sont apportées ainsi que la livraison des nouvelles versions.

12. INSTALLATION ET MISE EN ORDRE DE MARCHE

L'installation et la mise en ordre de marche du matériel et des logiciels sont réalisées par le titulaire.

A cet effet, il dispose d'un mois à compter de la date contractuelle de livraison pour effectuer la mise en ordre de marche. Il remet un procès-verbal de mise en ordre de marche à l'IMT et lui indique s'il sera présent aux opérations de vérification.

Le délai initialement prévu pour la mise en ordre de marche peut faire l'objet d'un sursis ou d'une prolongation de délai dans les conditions prévues à l'article 13.3 du CCAG TIC.

13. GARANTIE

13.1 - GARANTIE CONTRE LES TIERS

Le titulaire garantit l'IMT contre toutes les revendications des tiers relatives aux brevets, licences, dessins et modèles, marques de fabrique ou de commerce et tout autre titre de propriété intellectuelle ou industrielle dont il propose l'emploi pour l'exécution du marché.

13.2 - GARANTIE DE REMISE EN ÉTAT OU DE REMPLACEMENT

Conformément aux dispositions de l'article 30.1 du CCAG TIC, les prestations sont garanties contre les défauts pendant un délai de 1 an.

Par dérogation à l'article 30.1 du CCAG TIC, la garantie court à compter de la date de mise en service des prestations.

Au titre de cette garantie, le titulaire s'oblige à remettre en état ou à remplacer à ses frais la partie de la prestation qui serait reconnue défectueuse, exception faite du cas où la défectuosité serait imputable à l'IMT.

Cette garantie couvre également les frais de déplacement de personnel, de conditionnement, d'emballage et de transport de matériel nécessités par la remise en état ou le remplacement, qu'il soit procédé à ces opérations au lieu d'utilisation de la prestation ou que le titulaire ait obtenu que la fourniture soit renvoyée à cette fin dans ses locaux.

Si, pendant la remise en état, la privation de jouissance entraîne pour l'IMT un préjudice, il peut exiger un matériel de remplacement équivalent.

Le délai de garantie est prolongé du délai de privation de jouissance.

Le délai dont dispose le titulaire pour effectuer une mise au point ou une réparation qui lui est demandée est de 30 jours.

13.3 PROLONGATION DU DÉLAI DE GARANTIE

Si, à l'expiration du délai de garantie, le titulaire n'a pas procédé aux remises en état prescrites, ce délai est prolongé jusqu'à l'exécution complète des remises en état.

13.4 GARANTIE DE CONFORMITÉ DES LOGICIELS STANDARDS

Le titulaire garantit la conformité des logiciels standards aux spécifications prévues au présent CCAP et au CCTP.

A ce titre, pendant la durée de garantie, le titulaire corrige gratuitement toute anomalie de fonctionnement de son logiciel par rapport à ces spécifications.

Lorsque l'anomalie est constatée sur un logiciel standard dont le titulaire n'est pas l'éditeur, le titulaire met en œuvre les clauses de garantie prévues par l'éditeur du logiciel standard concerné qui sont préalablement portées à la connaissance de l'IMT. La correction est effectuée gratuitement.

L'IMT établit un compte rendu écrit de ces anomalies en donnant tous les éléments nécessaires à leur identification par le titulaire. Ce compte rendu doit être porté à la connaissance du titulaire dès la constatation de l'anomalie par l'IMT.

13.5 LOGICIELS LIBRES

Par dérogation au CCAG-TIC, son article 30.7 ne sera pas appliqué.

14. TRANSFERABILITE – REVERSIBILITE

Au sens du présent article, les notions de réversibilité et de transférabilité sont définies comme suit :

- Réversibilité : opération de retour de responsabilité technique, par laquelle l'IMT reprend les prestations qu'il avait confiées au titulaire du marché d'infogérance arrivée à terme et récupère l'ensemble des données de l'IMT dans un format électronique exploitable;
- Transférabilité : opération de transfert de responsabilité technique, par laquelle l'IMT fait reprendre par un nouveau titulaire les prestations qu'il avait confiées au titulaire du marché d'infogérance arrivant à terme et récupère l'ensemble des données de l'IMT dans un format électronique exploitable.

La période de transition démarre à la prise d'effet du marché pour une durée maximale de six (6) mois. La période de transition est la période pendant laquelle l'IMT procède au transfert de responsabilité technique des fonctions exécutées par lui ou par un tiers prestataire dont le marché arrive à échéance, au titulaire du nouveau marché. Pendant la période de transition, le titulaire procède à la migration des services en cours d'exécution par ou pour le pouvoir adjudicateur vers des services rendus par lui. En cas de non-respect du délai maximal prévu, le titulaire encourt des pénalités pour retard d'exécution prévues à l'article 23.4.

La transférabilité ou la réversibilité s'effectuera selon le plan de transférabilité ou de réversibilité fourni par le titulaire et annexé au présent marché.

Durant cette période, l'IMT s'engage à mettre à disposition du titulaire l'ensemble des éléments techniques permettant le transfert de responsabilité.

Pendant la période de mise en œuvre de la réversibilité ou de la transférabilité, le titulaire du marché arrivant à échéance fournit, selon les cas, à l'IMT ou au nouveau titulaire, dans la mesure du besoin, un accès aux matériels et logiciels sous réserve que cet accès n'affecte pas l'aptitude du titulaire du marché prenant fin, à fournir les services objet du marché.

Le plan de réversibilité ou de transférabilité est mis en œuvre dans les conditions suivantes quelle qu'en soit la cause :

Six (6) mois au moins avant la date d'échéance du marché, le titulaire commence à mettre en œuvre le plan de réversibilité ou de transférabilité. Un ordre de service matérialisera la date de démarrage du plan. Le titulaire disposera de six mois maximum pour réaliser l'opération. Cette mise en œuvre n'altérera en aucune façon le bon déroulement de la prestation. Durant cette période, le titulaire tiendra régulièrement informé le chef de projet de l'IMT du déroulement des opérations et fera état des difficultés éventuellement rencontrées et des actions correctives à mener. Le titulaire devra réaliser plusieurs bascules de test à blanc en vue du transfert définitif de compétence à l'issue du marché. Le transfert définitif de responsabilité ne devra pas provoquer d'interruption de service supérieur à 48 heures. Ce délai est fourni à titre indicatif. Il sera ajusté au fur et à mesure de l'exécution de la prestation et en particulier dans la mise à jour du plan de réversibilité.

Au moment du transfert définitif, le titulaire remettra à l'IMT toutes les documentations techniques comprenant le détail de toutes les prestations réalisées dans le cadre du contrat. Ces éléments seront fournis dans un document unique au format papier et électronique.

L'attention du titulaire est attirée sur les points suivants :

- En aucun cas, des échanges électroniques de types courriels ou documents donnés au fur et à mesure de l'exécution du contrat, ne pourront être considérés comme constituant cette documentation.
- Le titulaire s'engage à livrer une documentation précise des éléments techniques accompagnée de tous les commentaires qu'il juge nécessaire. Cette documentation sera mise à jour tout au long de l'exécution de la prestation et validée au fur et à mesure par le chef de projet de l'IMT.

La réversibilité ou la transférabilité sont mises en œuvre dans les cas suivants :

- Au terme normal du contrat
- En cas de résiliation du marché dans les conditions prévues aux articles 47 et suivants du CCAG TIC:
 - Pour événements extérieurs au marché
 - Pour événements liés au marché
 - Pour faute du titulaire
 - Pour motifs d'intérêt général

Le coût de la transférabilité ou de la réversibilité est incluse dans l'exécution du présent accord-cadre sans donner lieu à une facturation complémentaire du titulaire.

Durant toute la durée d'exécution de l'accord-cadre, le titulaire doit rédiger un **plan provisoire de réversibilité ou de transférabilité** mis à jour régulièrement. Les réunions de suivi d'exécution permettront de vérifier la mise à jour de ce document.

Tout au long de l'exécution du marché le titulaire effectuera sans surcoût pour l'IMT au moins une bascule de test à blanc. Les résultats de ces tests seront communiqués à l'IMT afin d'anticiper les difficultés éventuelles qui pourraient survenir au moment de la bascule définitive.

15. VERIFICATIONS

Les vérifications seront effectuées par l'Institut Mines-Télécom conformément aux dispositions de l'article 30 du CCAG TIC.

16. DECISIONS APRES VERIFICATION

Dans le cas d'un marché comportant des prestations distinctes, la livraison de chaque prestation fera l'objet de vérifications et de décisions distinctes.

Par dérogation à l'article 33 du CCAG TIC, l'acheteur dispose d'un délai de 3 semaines pour procéder aux vérifications et notifier sa décision d'admission, d'ajournement, d'admission avec réfaction ou de rejet.

17. ADMISSION, AJOURNEMENT REFECTION ET REJET

17.1 – ADMISSION

L'Institut Mines-Télécom prononcera l'admission des prestations, si elles répondent aux stipulations du marché.

Par dérogation à l'article 34 du CCAG TIC, l'admission prendra effet à la date de notification au titulaire de la décision d'admission ou en cas d'absence de décision, dans un délai de trente jours à compter de la livraison.

17.2 – AJOURNEMENT

L'Institut Mines-Télécom, s'il estime que des prestations ne peuvent être reçues que moyennant certaines mises au point, pourront décider d'ajourner la réception des prestations par une décision motivée. Cette décision invitera le titulaire à présenter à nouveau à l'IMT les prestations mises au point, dans un délai de quinze jours.

Le titulaire devra faire connaître son acceptation dans un délai de dix jours, à compter de la notification de la décision d'ajournement. En cas de refus du titulaire ou de silence gardé par lui durant ce délai, l'IMT aura le choix de prononcer la réception des prestations avec réfaction ou de les rejeter, dans les conditions fixées aux articles 34.3 et 34.4 du CCAG TIC, dans un délai de quinze jours courant de la notification du refus du titulaire ou de l'expiration du délai de dix jours ci-dessus mentionné.

Le silence de l'IMT au-delà de ce délai de quinze jours vaudra décision de rejet des prestations.

Si le titulaire présente à nouveau les prestations mises au point, après la décision d'ajournement des prestations, l'Institut Mines-Télécom disposera à nouveau de la totalité du délai prévu pour procéder aux vérifications des prestations, à compter de leur nouvelle présentation par le titulaire.

17.3 – RÉFACTION

Si l'Institut Mines-Télécom estime que des prestations, sans être entièrement conformes aux stipulations du marché, peuvent néanmoins être reçues en l'état, il pourra les admettre avec réfaction de prix proportionnelle à l'importance des imperfections constatées. Cette décision devra être motivée. Elle ne pourra être notifiée au titulaire qu'après qu'il ait été mis à même de présenter ses observations.

Si le titulaire ne présente pas d'observations dans les quinze jours suivant la décision de réception avec réfaction, l'Institut Mines-Télécom disposera ensuite de quinze jours pour lui notifier une nouvelle décision. A défaut d'une telle notification, l'Institut Mines-Télécom sera réputé avoir accepté les observations du titulaire.

17.4 – REJET

Si l'Institut Mines-Télécom estime que les prestations sont non conformes aux stipulations du marché et ne peuvent être reçues en l'état, ils pourront en prononcer le rejet partiel ou total.

La décision de rejet devra être motivée. Elle ne pourra être prise qu'après que le titulaire a été mis à même de présenter ses observations.

En cas de rejet, le titulaire sera tenu d'exécuter à nouveau la prestation prévue par le marché.

18. PROPRIETE INTELLECTUELLE ET GARANTIES

18.1 PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

Conformément à l'article 46 du CCAG TIC, le titulaire cède à titre exclusif les résultats issus des prestations du présent marché dans les conditions fixées au C.C.A.G TIC. La cession des droits de propriété intellectuelle est effectuée sans limitation géographique pour toute la durée légale de protection des droits de propriété intellectuelle, telle que reconnue par les lois présentes ou futures, pour une exploitation directe ou indirecte par l'Institut Mines-Télécom sans restriction. Le titulaire est tenu à une obligation de confidentialité sur l'intégralité des droits cédés.

Le montant du marché inclut la cession des droits prévus au présent article et au CCAG TIC.

18.2 GARANTIES

Le titulaire s'engage à ne pas publier, reproduire, adapter ou utiliser autrement, ni commercialiser les Résultats dont il cède les droits à l'Institut Mines-Télécom.

Le titulaire garantit l'Institut Mines-Télécom contre toute action en contrefaçons qui pourrait être exercée à son encontre par tout tiers du fait de l'exécution du marché et / ou de l'utilisation, de l'exploitation des Résultats objets du présent marché.

19. TRAITEMENT DE DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

En complément de l'article 5 du CCAG TIC, le présent article a pour objet de définir les conditions dans lesquelles le titulaire s'engage à effectuer, pour le compte de l'Institut Mines-Télécom, les opérations de traitement de données à caractère personnel définies ci-après et relatives audit marché.

« *Données personnelles* » : désigne les informations qui permettent d'identifier directement ou indirectement une personne physique.

« *Destinataire* » : désigne la personne physique ou morale, l'autorité publique, le service ou tout autre organisme qui reçoit communication de données à caractère personnel, qu'il s'agisse ou non d'un tiers ;

« *Données à caractère personnel* » : désigne toute information se rapportant à une personne physique identifiée ou identifiable, directement ou indirectement, notamment par référence à un identifiant, tel qu'un nom, un numéro d'identification, des données de localisation, un identifiant en ligne, ou à un ou plusieurs éléments spécifiques propres à son identité physique, physiologique, génétique, psychique, économique, culturelle ou sociale ;

« *Finalité* » : désigne l'objectif principal assigné au traitement et aux fonctions substantielles mises en œuvre;

« *Personne concernée* » : désigne la personne physique identifiable ou identifiée dont les données à caractère personnel sont collectées et intégrées dans le traitement de données à caractère personnel ;

« *Traitement de données à caractère personnel* » : désigne toute opération ou ensemble d'opérations portant sur des données à caractère personnel, quel que soit le procédé utilisé telles que la collecte, l'enregistrement, l'organisation, la conservation, l'adaptation ou la modification, l'extraction, la consultation, l'utilisation, la communication par transmission, diffusion ou toute autre forme de mise à disposition, le rapprochement ou l'interconnexion, ainsi que le verrouillage, l'effacement ou la destruction ;

« *Violation de données à caractère personnel* » : désigne une violation de la sécurité entraînant, de manière accidentelle ou illicite, la destruction, la perte, l'altération, la divulgation non autorisée de données à caractère personnel transmises, conservées ou traitées d'une autre manière, ou l'accès non autorisé à de telles données.

Dans le cadre de leurs relations contractuelles, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 (ci-après « **RGPD** »), ainsi que la Loi du 6 janvier 1978 modifiée dite loi « Informatique et Libertés » (ci-après « **LIL4** »).

Au sens du RGPD et pour la bonne application du présent article :

- l'Institut Mines-Télécom a la qualité de responsable de traitement ;
- le titulaire a la qualité de sous-traitant.

19.1. DESCRIPTION DU TRAITEMENT

Le titulaire est autorisé à traiter pour le compte de l'IMT les données à caractère personnel nécessaires pour fournir les prestations objet du marché.

Les finalités du traitement sont l'acquisition d'un outil de GMAO pour l'IMT.

Les catégories de personnes concernées sont les agents de l'IMT et les agents des prestataires des entités de l'IMT intervenant pour la maintenance des bâtiments et la sécurité.

La liste des données personnelles collectées et traitées est, la suivante :

prestataires	Nom de l'agent, ou du personnel du prestataire Prénom de l'agent, ou du personnel du prestataire Nom et adresse de l'employeur Ecole de rattachement de l'agent ou lieu d'intervention pour le personnel des Fonction à l'IMT ou dans l'entreprise du prestataire Adresse mail professionnelle
--------------	---

19.2. OBLIGATIONS DU TITULAIRE

Le titulaire s'engage à :

- collecter et traiter les données à caractère personnel strictement nécessaires aux finalités et uniquement pour les finalités objet du présent marché ;
- collecter et traiter les données à caractère personnel conformément aux instructions documentées de l'Institut Mines-Télécom figurant au présent marché.

Si le titulaire considère qu'une instruction donnée dans le périmètre du marché constitue une violation du RGPD ou de toute autre disposition du droit de l'Union ou de la LIL4, il en informe immédiatement l'Institut Mines-Télécom.

En outre, si le titulaire est tenu de procéder à un transfert de données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale, en vertu du droit de l'Union ou du droit français auquel il est soumis, il doit informer l'Institut Mines-Télécom de cette obligation juridique avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information pour des motifs importants d'intérêt public.

Le titulaire s'engage également à :

- assurer un traitement loyal et licite des données à caractère personnel ;
- nommer, si la réglementation en vigueur l'exige, un Délégué à la Protection des données et à communiquer ses coordonnées à l'Institut Mines-Télécom ;
- garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées ;
- mettre en œuvre des mesures de sécurité adéquates afin de protéger les données à caractère personnel contre une destruction fortuite ou illicite, une perte fortuite, une altération, une divulgation ou un accès non autorisé, notamment lorsque le traitement suppose la transmission de données par réseau, et contre toute autre forme illicite de traitement et elles assurent un niveau de sécurité adapté aux risques liés au traitement et à la nature des données à protéger, eu égard au niveau technologique et au coût de mise en œuvre ;
- s'appuyer sur une charte informatique incluant la sécurisation des serveurs (dispositif anti-intrusion, journalisation des accès, PCA, PRA, sécurisation des mails, ...), et ce en respectant les critères définis par l'ANSSI ;
- veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel en vertu de l'accord-cadre s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité et reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel ;
- communiquer la liste et les coordonnées de tous les lieux de stockage des données à caractère personnel ;
- ne pas utiliser les informations, par quelque moyen ou finalité que ce soit, pour son propre compte ou pour le compte d'un tiers, à des fins professionnelles, personnelles ou privées autres que celles définies au contrat ;
- notifier, **dans les meilleurs délais, et sans dépasser le délai de quarante-huit (48) heures**, à l'Institut Mines-Télécom toute violation de données à caractère personnel après en avoir pris connaissance et par le moyen suivant : courrier électronique à l'adresse suivante : dpo@imt.fr ;
- mettre à disposition de l'Institut Mines-Télécom la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections, par l'Institut Mines-Télécom ou un autre auditeur qu'il a mandaté, et contribuer à ces audits ;
- collaborer avec l'Institut Mines-Télécom dans le cas d'une étude d'impact sur la vie privée.

Il s'engage notamment à mettre en œuvre les mesures de sécurité suivantes :

- ensemble des moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité des données à caractère personnel ;
- les moyens d'investiguer les traces en cas d'incident de sécurité, que ce soit physique ou distant

L'Institut Mines-Télécom se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations précitées.

19.3 SOUS-TRAITANTS ULTÉRIEURS

Le titulaire peut faire appel à un ou plusieurs sous-traitants (sous-traitants ultérieurs ou de 2^{ème} niveau pour l'IMT) pour mener des activités de traitement de données à caractère personnel spécifiques. Dans ce cas, il en informe préalablement et par écrit, l'Institut Mines-Télécom, y compris en cas de changement envisagé concernant l'ajout ou le remplacement de sous-traitants. Cette information doit indiquer clairement les activités de traitement de données à caractère personnel sous-traitées, l'identité et les coordonnées des sous-traitants, leurs lieux de stockage des données personnelles et les dates du contrat de sous-traitance.

Le titulaire est tenu de s'assurer de la mise en place du dispositif de mesures adéquates de sécurité et de protection des données chez ses sous-traitants et de transmettre ce dispositif à l'Institut Mines-Télécom.

Le titulaire est tenu de s'appuyer sur des clauses contractuelles types renforcées en cas de sous-traitance par un organisme établi en dehors de l'Union européenne.

L'Institut Mines-Télécom dispose d'un délai minimum de 20 jours calendaires à compter de la date de réception de cette information pour présenter ses objections. Cette sous-traitance ne peut être effectuée que si l'Institut Mines-Télécom n'a pas émis d'objection pendant le délai convenu.

Le sous-traitant est alors tenu de respecter les obligations du présent marché, et notamment du présent article, pour le compte et selon les instructions de l'Institut Mines-Télécom. Il appartient au titulaire de s'assurer que le sous-traitant présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences du RGPD et de la LIL4. Si le sous-traitant ne remplit pas ses obligations en matière de protection des données à caractère personnel, le titulaire demeure pleinement responsable devant l'Institut Mines-Télécom de l'exécution par le sous-traitant de ses obligations.

19.4 INFORMATION DES PERSONNES CONCERNÉES ET EXERCICE DES DROITS

Il appartient à l'Institut Mines-Télécom de fournir l'information aux personnes concernées par les opérations de traitement de leurs données à caractère personnel du présent marché.

Dans la mesure du possible, le titulaire doit aider l'Institut Mines-Télécom à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées.

Lorsque les personnes concernées exercent auprès du titulaire des demandes d'exercice de leurs droits, le titulaire doit adresser ces demandes dès réception par courrier électronique à l'adresse suivante : dpo@imt.fr

19.5 SORT DES DONNÉES

Au terme des opérations de traitement de données à caractère personnel réalisées au titre du présent marché, le titulaire s'engage à détruire, sans délai, toutes les données à caractère personnel, ainsi que toutes les copies existantes dans ses systèmes d'information. Une fois détruites, le titulaire doit justifier par écrit de la destruction.

19.6 DÉLÉGUÉ(S) À LA PROTECTION DES DONNÉES

L'Institut Mines-Télécom a désigné un Délégué à la protection des données joignable à l'adresse suivante : dpo@imt.fr

S'il en a désigné un, le titulaire communique à l'Institut Mines-Télécom et au Délégué à la protection des données de l'Institut Mines-Télécom le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données.

19.7 REGISTRE DES CATÉGORIES D'ACTIVITÉS DE TRAITEMENT

Le titulaire déclare tenir un registre de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte de l'Institut Mines-Télécom comprenant notamment :

- le nom et les coordonnées de l'Institut Mines-Télécom pour le compte duquel il agit, des éventuels sous-traitants et le cas échéant, du délégué à la protection des données ;
- les catégories de traitements effectuées pour le compte de l'Institut Mines-Télécom, et leurs finalités ;
- les acteurs concernés par lesdits traitements ;
- les données à caractère personnel collectées et traitées, leur durée de conservation ainsi que leurs destinataires,
- une description détaillée des mesures de sécurité juridiques, techniques et organisationnelles.

19.8 OBLIGATIONS DE L'INSTITUT MINES-TÉLÉCOM VIS-À-VIS DU TITULAIRE

L'Institut Mines-Télécom s'engage à :

- fournir au titulaire les données à caractère personnel visées à l'article 19.1 du présent CCAP;
- documenter par écrit toute instruction concernant le traitement des données à caractère personnel par le titulaire ;
- superviser le traitement des données à caractère personnel, y compris réaliser les audits et les inspections auprès du titulaire.

19.9 OBLIGATION DE SÉCURITÉ

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les mesures de sécurité suivantes :

- ensemble des moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité des données à caractère personnel ;

- les moyens d'investiguer les traces en cas d'incident de sécurité, que ce soit physique ou distant.

À ce titre, le titulaire s'engage à transmettre à l'Institut Mines-Télécom la liste des mesures techniques et organisationnelles qu'il met en œuvre.

Cette liste doit être maintenue à jour et tenir compte des évolutions technologiques.

L'Institut Mines-Télécom se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations précitées.

20. CONFIDENTIALITE

20.1 CONFIDENTIALITÉ DES ÉCHANGES DANS LE CADRE DU MARCHÉ

Dans le cadre du présent marché, le titulaire s'engage à observer et faire observer la plus stricte confidentialité à l'égard des connaissances antérieures, des informations et autres documents transmis par l'IMT au titulaire dans le cadre de l'exécution du présent marché par écrit, oralement ou électroniquement.

Le titulaire s'engage naturellement à :

- traiter les informations confidentielles avec le même degré de protection qu'il accorde à ses propres informations confidentielles de même importance ;
- garder les informations confidentielles et à ce qu'elles ne soient pas divulguées ni susceptibles de l'être directement ou indirectement à tout tiers ;
- ne pas porter atteinte, en aucune façon, aux droits de propriété intellectuelle portant sur les informations confidentielles ;
- éviter que les informations confidentielles ne soient ni copiées, ni reproduites, ni dupliquées, en partie ou en totalité, lorsque de telles copies, reproductions ou duplications ne sont pas directement liées à l'exécution du marché ;
- au respect par ses salariés, et le cas échéant ses sous-traitants, de cette obligation de confidentialité, même après que ceux-ci auront cessé leurs fonctions.

L'IMT pourra, quant à lui, en application de la loi n° 78-753 du 17 juillet 1978 relative à la communication des documents administratifs, communiquer certaines pièces du marché à toutes personnes intéressées, dans les conditions précisées par la commission d'accès aux documents administratifs (CADA).

Préalablement à cette communication, l'IMT s'engage à expurger des dispositions contractuelles toutes informations relatives à la vie privée, au secret industriel et commercial.

20.2 CONFIDENTIALITÉ DU SYSTÈME D'INFORMATION DE L'INSTITUT MINES-TÉLÉCOM

Le titulaire s'engage à ne pas rendre public ou divulguer à qui que ce soit sous forme écrite, orale, ou électronique les informations relevant du système d'information de l'Institut Mines-Télécom auxquels il a accès lors de l'exécution de sa prestation.

L'IMT interdit au titulaire de délivrer via n'importe quel moyen de communication, toute information confidentielle relative au système d'information de l'Institut Mines-Télécom et spécialement toute information pouvant :

- Donner une indication sur l'architecture réseau, la configuration matérielle ou logicielle, les plates-formes, les serveurs, etc. et toute composante des systèmes d'information et de communication ;
- Donner une indication sur les mécanismes de contrôle d'accès et de protection des systèmes d'information et des dispositifs de sécurité physique ou logique ;
- Donner une indication sur la politique sécuritaire, les programmes présents ou à venir, les budgets, ou toute autre information relevant des affaires internes de l'IMT ;
- Donner une indication sur tout type de faille organisationnelle ou technique décelée.

Et d'une façon générale, le titulaire est tenu au secret professionnel et à l'obligation de discrétion pour tout ce qui concerne les faits, informations, études et décisions dont il aura eu connaissance au cours de l'exécution du présent marché ; il s'interdit notamment toute communication écrite, électronique ou verbale sur ces sujets et toute remise de documents à des tiers.

Durant et au terme de sa prestation, le titulaire s'engage à ne pas divulguer ou à ne pas déposer dans des lieux non sécurisés tout document, quel que soit sa forme (papier, magnétique, électronique ou autre), portant des informations concernant l'IMT et le système d'information de l'IMT.

Il veillera à la fin de la prestation à détruire les documents de travail utilisés.

L'IMT se réserve le droit de vérifier le niveau de sécurité des endroits de stockage de documents relatifs à la prestation et ce à tout moment, même postérieur à celle-ci.

Le titulaire s'engage à préserver l'intégrité et la confidentialité des données contenues et mettra en place les mesures techniques et organisationnelles de nature à empêcher tout accès ou utilisations fraudes des données et à prévenir toutes pertes, altérations et destructions des données. Les transferts de données seront systématiquement sécurisés avec du chiffrement conforme aux bonnes pratiques de l'ANSSI, relatives aux règles et recommandations concernant le choix et le dimensionnement des mécanismes cryptographiques (référence [ANSSI-PG-083 2020-01-01](#)).

20.3 DISPOSITIONS COMMUNES

Les obligations de confidentialité se maintiennent pendant toute la durée d'exécution du marché, mais aussi à son terme.

Le titulaire pourra toutefois communiquer lesdites informations à ses fournisseurs ou sous-traitants sous réserve de leur imposer les mêmes obligations. Il prendra toutes les dispositions pour que ces obligations soient respectées.

Le titulaire s'interdit de se prévaloir, du fait de la communication de ces informations confidentielles d'une quelconque cession, concession de licence ou d'un quelconque droit de possession antérieur, tel que défini par le Code de la propriété intellectuelle, sur celles-ci.

21. MODALITES FINANCIERES

La rémunération du présent accord-cadre se fait sur base :

- d'une partie à prix forfaitaires
- et d'une partie à prix unitaires.

Les prestations pour lesquelles un prix forfaitaire s'applique, quelles que soient les quantités commandées ou exécutées, sont les prestations la mission de base.

Les prestations pour lesquelles un prix unitaire s'applique sont les prestations identifiées par l'IMT dans le bordereau des prix.

Les prix unitaires du bordereau de prix seront appliqués aux quantités réellement exécutées et livrées.

Les prix sont fermes et définitifs pour la première année d'exécution du marché.

A l'issue de la première année d'exécution du marché, les prix sont révisables, à date anniversaire de sa notification.

La révision de prix s'effectue en appliquant à chaque poste du bordereau de prix un coefficient de révision obtenu à partir de la formule suivante :

$$P = P_o \times [0.125 + 0.875 \frac{\text{Syntec}}{\text{Synteco}}]$$

Dans laquelle :

P est le prix révisé

P_o est le prix initial établi lors de la remise des offres

Syntec est la valeur connue de l'indice Syntec à la date de la révision de prix

Synteco est la valeur connue de l'indice Syntec au mois Mo d'établissement des prix (date de remise des offres).

Trente jours avant la date anniversaire du marché (date de notification), le titulaire transmet à l'IMT, pour acceptation, par LRAR ou mail le bordereau de prix mis à jour ainsi que le détail des calculs justifiant l'augmentation ou la baisse de prix.

Les prix révisés s'appliquent pour tous les bons de commande notifiés après cette date.

L'IMT admettra lors de la révision annuelle une augmentation maximale de 5 % des prix de chaque prestation.

Si les prix du marché venaient à dépasser l'augmentation de 5 % fixée ci-dessus, il serait fait application de ce butoir sur les prix initiaux pour déterminer les nouveaux prix du marché.

En complément de l'article 10.1.3 du CCAG TIC, les prix sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution de la prestation, le transport, l'hébergement et la restauration du personnel du titulaire, la cession exclusive des droits de propriété intellectuelle au profit de l'Institut Mines-Télécom mais également toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation.

Le paiement interviendra à l'issue de la réalisation la prestation, après service fait attesté par la personne responsable de l'exécution de la prestation à l'Institut Mines-Télécom. Il concernera uniquement la prestation réceptionnée.

Des acomptes seront versés au titulaire conformément aux articles R 2191-20 et suivants du Code de la commande publique. Le montant des acomptes correspond à la valeur des prestations auxquelles il se rapporte.

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, l'Institut Mines-Télécom peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

Les éléments nécessaires au dépôt sont :

- Le numéro SIRET de l'IMT : 180 092 025 000 154
- Le code service : communiqué ultérieurement avec le bon de commande ou l'EJ,
- Le numéro de marché 25 IMT 019 M

Les factures sont transmises par l'intermédiaire du portail de facturation **Chorus Pro**, la date de réception de la demande de paiement correspond à :

1. Lorsque les factures sont transmises par échange de données informatisé :

- la date à laquelle le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat horodate l'arrivée de la facture.

2. Lorsque les factures sont transmises par le mode portail ou service :

- la date de notification à l'acheteur du message électronique l'informant de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation **Chorus Pro**.

Le délai global de paiement ne pourra excéder 30 jours calendaires. Le point de départ du délai de paiement est la date de réception de la demande de paiement par l'acheteur.

Lorsque les sommes dues au titulaire n'ont pas été payées à l'échéance du délai de paiement, celui-ci a droit au versement des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement (d'un montant de 40 €), dans les conditions prévues par l'article L. 2192-13 et suivants du code de la commande publique.

Le service chargé du paiement pour la Direction générale de l'Institut Mines-Télécom est :

Agent comptable de l'Institut Mines-Télécom

19 Place Marguerite Perey

91123 Palaiseau Cedex

22. AVANCES

L'option A du CCAG PI est retenue.

Une avance est accordée au titulaire à hauteur de 5 % du montant forfaitaire TTC du marché.

Le remboursement de l'avance débute lorsque 65% des prestations sont réalisées. Le remboursement doit être terminé lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint 80% du montant (TTC) des prestations qui lui sont confiées au titre de l'accord-cadre.

Le remboursement de l'avance s'impute sur les sommes dues au titulaire par précompte sur les sommes dues à titre d'acomptes ou de règlement partiel définitif ou de solde.

Toutefois, le titulaire peut refuser le versement de l'avance.

Si le titulaire du marché public ou son sous-traitant admis au paiement direct est une petite et moyenne entreprise mentionnée à l'article R. 2151-13, le taux de l'avance est porté à 20%.

23. PENALITES

23.1 - DÉROGATIONS RELATIVES AUX PÉNALITÉS

Par dérogation à l'article 14 du CCAG TIC, les pénalités applicables sont celles listées ci-après. Par dérogation à l'article 14.1.3, le titulaire n'est pas exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 1 000 € pour l'ensemble du marché. De plus, le montant total des pénalités de retard n'est pas plafonné.

En cas de manquement dans l'exécution du marché, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, et par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG TIC, une pénalité forfaitaire dont le montant est défini ci-après HT, par jour ouvré de retard.

En cas de difficultés prévisibles dans l'exécution d'une prestation, le titulaire en avertit l'Institut Mines-Télécom dans les plus brefs délais par un courrier motivé explicitant de manière détaillée la nature de ces difficultés.

Les pénalités seront directement imputées sur les sommes dues au titre de prestations déjà effectuées si elles n'ont pas été payées ou sur les sommes dues au titre des prestations à venir jusqu'à apurement du solde, sans condition de montant par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG TIC.

Le titulaire est dégagé de toute responsabilité si les retards sont la conséquence de faits relevant de la force majeure ou de cas fortuits, dans les termes de l'article 1148 du Code civil, et de faits qui engagent la responsabilité de l'IMT.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG TIC, le montant maximum au titre des pénalités de retard ne peut pas dépasser 50% du montant commandé au titre de l'accord-cadre.

En cas de constatation de plusieurs faits générateurs, les pénalités ainsi établies sont appliquées de façon cumulative.

23.2 PÉNALITÉ POUR INDISPONIBILITÉ

En cas d'indisponibilité de la solution de GMAO au-delà des délais indiqués à l'article 14.2.6 du CCAG TIC, le titulaire encourt une pénalité de 100 euros par heure ouvrée d'indisponibilité.

23.3 PÉNALITÉ POUR RETARD DANS LA MISE À DISPOSITION DES ÉLÉMENTS À FOURNIR DANS LE CADRE DE LA RÉVERSIBILITÉ

En cas de retard dans la mise à disposition des éléments à fournir dans le cadre de la réversibilité, le titulaire encourt une pénalité de 500 € par jour calendaire de retard.

23.4 – PÉNALITÉS POUR RETARD DANS L'EXÉCUTION DES PRESTATIONS

Hors cas de force majeure ou de faute de l'IMT, en cas de non-respect du délai d'exécution des prestations, le titulaire encourt une pénalité de 200 € HT par jour ouvré de retard.

23.4 PÉNALITÉ POUR NON REMPLACEMENT DE L'INTERLOCUTEUR IDENTIFIÉ

En cas de non remplacement, dans les conditions définies au présent CCAP, de l'interlocuteur identifié au mémoire technique du titulaire pour la gestion du projet, le titulaire encourt une pénalité de 300 € par jour de retard.

23.5 PÉNALITÉ POUR ABSENCE AUX RÉUNIONS

En cas d'absence non justifiée à une réunion organisée conformément à l'article 6.4 du présent CCAP, le titulaire encourt une pénalité de 500 € par absence.

23.6 – PÉNALITÉS POUR NON-RESPECT DES CONDITIONS D'EXÉCUTION

En cas de non-respect des conditions d'exécution prévues au présent marché et dans le mémoire technique du titulaire, notamment en cas de réalisation des prestations par une équipe différente de l'équipe dédiée présentée dans son mémoire technique, le titulaire pourra encourir une pénalité de **200 €** par jour calendaire et par manquement constaté.

23.7 - PÉNALITÉS POUR TRAVAIL DISSIMULÉ

En application de l'article L.8222-6 du Code du travail, l'Institut Mines-Télécom, informée par écrit par un agent de contrôle, de la situation irrégulière du titulaire au regard des formalités mentionnées aux articles L.8221-3 et L.8221-5 du Code du travail, enjoint aussitôt ce dernier de faire cesser cette situation. Le titulaire ainsi mis en demeure apporte à l'Institut Mines-Télécom la preuve qu'il a mis fin à la situation délictuelle.

A défaut de correction des irrégularités signalées dans un délai de deux mois, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de **1 000 €** par jour ouvré de retard.

Passé un délai de 10 jours ouvrés de retard, l'Institut Mines-Télécom peut résilier le marché de plein droit aux torts du titulaire.

23.8- PÉNALITÉS POUR VIOLATION DES OBLIGATIONS DE SÉCURITÉ OU DE CONFIDENTIALITÉ :

En cas de violation des mesures de sécurité ou de l'obligation de confidentialité énoncées aux articles 19 et 20 du présent CCAP, le titulaire s'expose aux pénalités suivantes :

- en cas de non-respect des règles de sécurité et de protection des informations confidentielles n'impliquant pas des données à caractère personnel : application d'une pénalité égale à 10 % du montant exécuté du marché à la date de constatation du fait générateur ;
- en cas de non-respect des règles de sécurité et de protection des informations confidentielles impliquant des données à caractère personnel : application d'une pénalité égale à 20 % du montant exécuté du marché à la date de constatation du fait générateur.

En cas de constatation de plusieurs faits générateurs, les pénalités ainsi établies sont appliquées de façon cumulative.

24. SOUS-TRAITANCE

Le titulaire est habilité à sous-traiter l'exécution de certaines prestations de services de l'accord-cadre.

L'entreprise sous-traitante devra obligatoirement être acceptée et ses conditions de paiement agréées par l'Institut Mines-Télécom.

L'acceptation d'un sous-traitant ainsi que l'agrément de ses conditions de paiement sont possibles en cours d'exécution de l'accord-cadre selon les modalités définies à l'article R 2193-3 du Code de la commande publique et à l'article 3.6 du CCAG TIC.

Pour chaque sous-traitant présenté pendant l'exécution de l'accord-cadre, le titulaire devra joindre, en sus du projet d'acte spécial ou d'avenant (DC 4 ou équivalent) :

- une déclaration du sous-traitant concerné indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup de l'interdiction découlant des articles L 2141-1 à L 2141-5 ou aux articles L 2141-7 à L 2141-10 du code de la commande publique.

Toute sous-traitance occulte pourra être sanctionnée par la résiliation de l'accord-cadre pour faute de l'entreprise titulaire (article 50 du CCAG TIC).

25. GROUPEMENT D'OPERATEURS ECONOMIQUES

Si le groupement titulaire de l'accord-cadre est conjoint, chaque membre du groupement s'engage à exécuter les prestations qui sont susceptibles de lui être attribuées dans l'accord-cadre. Chaque membre du groupement est rémunéré sur son compte, pour la part des prestations qu'il a réalisé.

Si le groupement titulaire de l'accord-cadre est solidaire, chacun des opérateurs économiques membres du groupement est engagé financièrement pour la totalité de l'accord-cadre. Le paiement se réalise sur un compte au nom du groupement.

26. ASSURANCES

Le titulaire contracte les assurances couvrant sa responsabilité en matière d'accidents de travail. Le titulaire contracte également les assurances couvrant sa responsabilité civile, pour les dommages matériels et corporels pouvant être causés à l'acheteur et aux tiers lors de l'exécution de l'accord-cadre.

Le titulaire justifiera qu'il a souscrit ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation en cours de validité, précisant l'étendue de la responsabilité garantie.

A tout moment durant l'exécution de l'accord-cadre, le titulaire produit cette attestation, dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande de l'acheteur.

27. JUSTIFICATIFS FISCAUX ET SOCIAUX

Le titulaire s'engage à fournir tous les 6 mois à compter de la notification du marché et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations sur l'honneur prévues à l'article D 8222-5 ou D 8222-7 du code du travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition, gratuitement, par l'Institut Mines-Télécom, à l'adresse suivante : <https://declarants.e-attections.com>

A défaut, le marché pourra être résilié aux torts du titulaire. Ainsi l'IMT pourra faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire.

28. MODIFICATIONS

Les parties pourront, notamment par voie d'avenant, modifier l'accord-cadre dans les conditions de l'article R 2194-1 du code de la commande publique.

En particulier, il pourra être modifié en cas de :

- ✓ **Ajouts, suppressions, modification du contenu des unités d'oeuvre du Bordereau des Prix Unitaires (BPU) de l'accord-cadre**

En cours d'exécution de l'accord-cadre, si l'ajout, la suppression ou la modification du contenu des unités d'oeuvre du BPU s'avère nécessaire, un nouveau BPU peut être substitué, sous réserve que cette modification ne concerne pas plus de 30 % des références du bordereau initial, pour la totalité de l'accord-cadre. Cette modification est mise en oeuvre par avenant.

- ✓ **Modification des délais**

En application de l'article R2194-1 du code de la commande publique, dans le cadre de la clause de réexamen, le calendrier de réalisation du projet ou les délais d'exécution des prestations prévues dans les marchés subséquents peuvent être modifiés.

Si ces modifications sont réalisées à la demande de l'IMT, celui-ci prend contact avec le titulaire pour convenir de nouveaux délais.

Si ces modifications interviennent à la demande du titulaire, celui-ci communique par écrit, les nouveaux délais et motive sa demande. L'IMT est en droit de refuser ces changements de délais et d'exiger au titulaire le respect des délais initiaux.

Lorsque les modifications de délais ont des impacts sur les modalités de paiement, les opérations de vérification, les garanties, et autres éléments liés à l'exécution de l'accord-cadre, il peut être conclu un avenant sous réserve que ces modifications ne constituent pas des modifications substantielles au sens de l'article R2194-7 du code de la commande publique.

Les modifications mineures de délais, sans impact financier ni caractère substantiel, feront l'objet d'un simple échange de courrier entre le titulaire et l'IMT par lettre recommandée avec avis de réception postale.

- ✓ **Ajout de prestations non analogues aux prestations existantes**

Lorsque la réglementation ou la sécurité nécessite l'ajout d'une prestation non-analogue aux prestations existantes, mais en lien direct avec l'objet de l'accord-cadre, les parties peuvent convenir de l'ajout de cette prestation dans le BPU. Cet ajout est matérialisé par un avenant. En tout état de cause, cette modification ne peut avoir pour effet de bouleverser l'économie générale de l'accord-cadre ni en changer l'objet.

✓ **Modification du montant maximum**

En application de l'article R2194-1 du code de la commande publique, le montant maximum peut faire l'objet d'une augmentation jusqu'à 30 %. Cette modification fait l'objet d'un avenant.

✓ **Modification exceptionnelle des prix**

En application de l'article R2194-1 du code de la commande publique, dans le cadre de la clause de réexamen, il pourra être intégré une variation exceptionnelle des prix prenant en considération une modification des conditions économiques particulières influant sur le coût des prestations. Pour mettre en oeuvre cette possibilité, le titulaire doit fournir à l'acheteur un dossier justificatif permettant d'établir la variation exceptionnelle des prix et la nécessité de revoir temporairement la formule de révision des prix et sa périodicité.

Si les éléments fournis sont suffisants et acceptés par l'acheteur, la mise en oeuvre de cette modification donne lieu à la conclusion d'un avenant.

29. MODIFICATIONS RELATIVES AU TITULAIRE DE L'ACCORD-CADRE

29.1 GÉNÉRALITÉS

Toute modification affectant la situation administrative, financière ou juridique du titulaire de l'accord-cadre est portée impérativement à la connaissance des représentants de l'Institut Mines-Télécom à l'adresse suivante : dj@imt.fr

Le titulaire fournit, le cas échéant, dans les plus brefs délais, les justificatifs appropriés mentionnant le changement (extrait K-bis, copie de l'annonce publiée dans un journal d'annonces légales, procès-verbal, nouveau RIB, etc...).

29.2 MODIFICATIONS MINEURES

Sont considérées comme mineures les modifications suivantes :

- Modification de la dénomination sociale du titulaire ;
- Modification de l'adresse que le titulaire a renseignée dans l'acte d'engagement ;
- Modification des coordonnées bancaires.

Ces modifications ne nécessitent pas la passation d'un avenant. Elles doivent néanmoins être communiquées à l'Institut Mines-Télécom dans les plus brefs délais, afin d'être intégrées, le cas échéant dans l'outil de gestion de ce dernier à l'adresse suivante : saj@imt.fr

29.3 MODIFICATIONS MAJEURES

Sont considérés comme majeurs tous projets de fusion ou d'absorption de l'entreprise titulaire et tous projets de cession de l'accord-cadre. Le titulaire produit les documents et renseignements utiles concernant la nouvelle entreprise à qui l'accord-cadre est transféré ou cédé à l'adresse suivante : dj@imt.fr ou via PLACE.

30. RESPONSABLES RESPECTIFS

L'Institut Mines-Télécom s'engage à désigner au titulaire un correspondant pour le suivi de l'accord-cadre.

De même, le prestataire s'engage à désigner pour la durée de l'accord-cadre un correspondant, responsable du suivi de l'accord-cadre.

Les parties conviendront de s'informer mutuellement au cas où elles envisageraient de changer leurs responsables respectifs ci-dessus désignés.

31. RESILIATION DE L'ACCORD-CADRE

31.1 - RÉSILIATION POUR ÉVÈNEMENTS EXTÉRIEURS AU MARCHÉ

La décision de résiliation est prononcée dans les conditions prévues à l'article 48 du CCAG/TIC.

Le titulaire ne peut prétendre au versement d'aucune indemnité.

La résiliation fait l'objet d'un décompte de résiliation établi conformément aux dispositions de l'article 52 du CCAG/TIC. Ce décompte une fois arrêté par l'Institut Mines-Télécom est ensuite notifié au titulaire.

31.2 - RÉSILIATION POUR ÉVÈNEMENTS LIÉS À L'ACCORD-CADRE

L'accord-cadre pourra être résilié par l'IMT ou à la demande du titulaire dans les cas prévus à l'article 49 du CCAG/TIC.

La résiliation fait l'objet d'un décompte de résiliation établi conformément aux dispositions de l'article 52 du CCAG/TIC. Ce décompte une fois arrêté par l'IMT est ensuite notifié au titulaire.

31.3 - RÉSILIATION POUR FAUTE DU TITULAIRE

L'accord-cadre pourra être résilié par l'IMT dans les cas prévus à l'article 50 du CCAG/TIC, ou en cas d'inexécution, de défaillance ou de non-respect d'une ou de plusieurs prescriptions du marché.

En complément de l'article 50 du CCAG TIC, en cas d'inexactitude des documents et renseignements ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D.8222-5 du Code du travail, il sera fait application aux torts du titulaire des conditions de résiliation pour faute du titulaire.

L'Institut Mines-Télécom se réserve également le droit de demander au titulaire le remplacement du personnel affecté à la réalisation de l'accord-cadre. Le refus ou l'impossibilité de se soumettre à cette injonction peut entraîner la résiliation de l'accord-cadre.

L'accord-cadre pourra également être résilié de plein droit par l'Institut Mines-Télécom, aux torts exclusifs du titulaire, lorsque le cumul des pénalités depuis le début de l'exercice en cours représente un montant de 50 % du montant du marché exécuté.

En complément de l'article 50 du CCAG TIC, l'Institut Mines-Télécom signale les défaillances au titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception. Ce courrier a valeur de mise en demeure. Le titulaire a 15 jours pour présenter ses observations, ainsi que les conditions et les moyens qu'il entend mettre en oeuvre pour respecter ses engagements.

Passé ce délai ou si l'Institut Mines-Télécom constate que, malgré son avertissement, le titulaire ne respecte toujours pas ses obligations contractuelles, l'accord-cadre peut alors être résilié sans autre mise en demeure et sans préavis au titulaire.

La résiliation prend effet à la date fixée dans la décision, ou à défaut à la date de sa notification.

Le titulaire ne peut prétendre au versement d'aucune indemnité.

La résiliation fait l'objet d'un décompte de résiliation établi conformément aux dispositions de l'article 52 du CCAG TIC. Ce décompte une fois arrêté par l'Institut Mines-Télécom est ensuite notifié au titulaire.

31.4 - RÉSILIATION POUR MOTIF D'INTÉRÊT GÉNÉRAL PAR L'INSTITUT MINES-TÉLÉCOM

L'Institut Mines-Télécom peut à tout moment, qu'il y ait ou non faute du titulaire, mettre fin à l'exécution des prestations avant l'achèvement de celles-ci. La décision de résiliation est notifiée au titulaire par lettre recommandée avec accusé réception.

A tout moment l'IMT peut résilier l'accord-cadre pour motif d'intérêt général. Cette résiliation ouvre droit à indemnisation du titulaire.

Le titulaire peut également être indemnisé des investissements et frais engagés pour l'exécution de l'accord-cadre et non pris en compte dans le montant des prestations réglées. A cette fin, le titulaire fournit tous les justificatifs utiles pour apprécier l'indemnité.

Par dérogation à l'article 51 du CCAG TIC, lorsque l'IMT résilie l'accord-cadre pour motif d'intérêt général, le titulaire a droit à une indemnité de résiliation égale à deux pour cent (2 %) du montant hors taxe des paiements effectivement reçus l'année de la résiliation par le titulaire au titre du présent accord-cadre.

Le titulaire a droit, en outre, à être indemnisé de la part des frais et investissements, éventuellement engagés pour l'accord-cadre et strictement nécessaires à son exécution, qui n'aurait pas été pris en compte dans le montant des prestations payées. Il lui incombe d'apporter toutes les justifications nécessaires à la fixation de cette partie de l'indemnité dans un délai de quinze (15) jours après la notification de la résiliation de l'accord-cadre.

A défaut d'accord entre les parties dans un délai de six (6) mois à compter de la date de la résiliation, il est alors fait application des dispositions de l'article R. 2191-31 du code de la commande publique.

La résiliation fait l'objet d'un décompte de résiliation établi conformément aux dispositions de l'article 52 du CCAG/TIC. Ce décompte une fois arrêté par l'Institut Mines-Télécom est ensuite notifié au titulaire.

32. LOI APPLICABLE - LITIGES

Le présent accord-cadre est soumis à la loi française.

En cas de litiges, le tribunal administratif compétent sera celui du lieu du siège de l'Institut Mines-Télécom.

33. REDRESSEMENT JUDICIAIRE – LIQUIDATION JUDICIAIRE

Conformément à l'article L2195-4 du code de la commande publique, en cas de jugement instituant un redressement judiciaire ou une liquidation judiciaire du titulaire, ce jugement est notifié immédiatement à l'Institut Mines-Télécom. Il en va de même de tout jugement ou de toute décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Le cas échéant, la résiliation du marché est prononcée dans les conditions législatives, réglementaires et contractuelles qui s'appliquent.

34. DEROGATIONS AU CCAG

Par dérogation à l'article 1.2 du CCAG TIC, les dérogations qui ne seraient pas listées au présent article n'en demeurent pas moins applicables.

Il est dérogé :

- à l'article 4.1 du CCAG Techniques de l'Information et de la Communication
- à l'article 34 du CCAG TIC.
- A l'article 14 du CCAG TIC
- A l'article 30.1 du CCAG TIC
- A l'article 30.7 du CCAG TIC
- A l'article 51 du CCAG TIC